

Tenaille progressiste et crise identitaire

Article rédigé par *Liberté politique*, le 11 juillet 2023

Une semaine après des émeutes qui ont mis à sac une partie du territoire, le gouvernement annonce la mise en place d'un plan à 10 millions d'euros pour lutter contre les « discriminations anti-LGBT ». Un gaspillage qui révèle un peu plus la crise identitaire qui secoue l'époque.

Il faut un « *changement en profondeur des mentalités [...] dans toutes les strates de notre société* ». En tenant ces propos lundi matin, le ministre délégué chargé de « *l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Diversité* », Isabelle Lonvis-Rome, renouvelle le mirage de la table rase. Il n'est plus question aujourd'hui de lutte de classes mais d'une très abstraite lutte de sexes et des « genres ». 10 millions d'euros d'argent public seront ainsi déversés pour embrigader les plus jeunes, mettre en place des « *formulaire inclusifs* » dans les écoles et former les policiers et les gendarmes à la « LGBTphobie ». Ce plan 2023-2026 ressemble aussi à la volonté d'un petit groupe autour du Premier ministre Elisabeth Borne de marquer son terrain avant un hypothétique remaniement.

La religion diversitaire

L'accélération de l'exécutif sur la question dite « LGBT », une semaine seulement après les émeutes, témoigne d'une volonté de faire de la politique par segment. À la manière de la vie politique étasunienne, on observe une communautarisation du territoire et de la vie politique. Le segment « banlieue » étant courtisé par certains, celui des « LGBT » semble aujourd'hui faire l'objet d'un large intérêt de l'ensemble de la classe politique. D'apparence contradictoire, ces aides reflètent une crise identitaire profonde. L'arrivée massive et le développement de populations extra-européennes aux mœurs et à la culture parfois éloignées de notre mode de vie suscitent de vives inquiétudes. D'un autre côté, l'offensive LGBT, du PACS aux « revendications » trans, correspond à des décennies de lobbying de minorités progressistes. Cette culture de la différence et cette obsession de la reconnaissance de particularismes naturels ou construits provoquent en permanence la division et opposent les personnes. Ce qui relève du privé est exhibé en public et mène à des interférences dans la cité.

Des « avancées » contre l'humain

Si la banlieue affirme une crise identitaire assez naturelle mettant en scène des populations qui ne trouvent pas leur place dans le pays, la marche en avant des « LGBT » est quant à elle une construction idéologique répondant à des ressorts autrement plus complexes.

L'exemple du phénomène « transsexuel » en est une illustration. En 2019, la transidentité était supprimée de la liste des maladies de l'Organisation Mondiale de la Santé. Aujourd'hui, cette « transidentité » est célébrée par les élites et défendue par des lobbies. Qu'est-ce qui fait passer un phénomène du statut de « maladie » à celui de minorité à défendre en quelques années ?

En l'espace de trois décennies, la famille a été attaquée de tous les côtés : conditionnement des allocations aux ressources, mise en place d'une union entre personnes de même sexe, dévalorisation des familles nombreuses et promotion de la ligature des trompes chez la femme et de la vasectomie chez l'homme. Ces « avancées sociétales » s'accompagnent systématiquement de répression et de criminalisation de ses détracteurs.

L'attitude à adopter face à la religion diversitaire et ses menaces n'est pas évidente. Le repli communautaire demeure une nécessité pour préserver les plus jeunes des dégénérescences promues par la société (lecture queer dans les écoles, idéologie du genre...) mais la rupture totale présente des risques au premier rang desquels figure celui de ne pas proposer une alternative à « ceux d'en face ». Il s'agit donc d'adopter une attitude défensive face au progressisme mais ne pas rompre avec les personnes qui, elles, ont vocation à être sauvées...

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

11/07/2023 01:00